

J'aurais voulu le voir à son siège alors. Cela lui aurait fait du bien d'entendre les vigoureuses protestations de la sincérité avec laquelle le ministre du Commerce presse patrons et leur programme sur son cœur. Il verra tout cela dans les "Débats"; qu'il marque ce passage et qu'il le prenne en mémoire. Quand même il examinerait sa propre conscience, il ne pourrait montrer la sincérité du gouvernement avec la force qu'il trouvera dans la lettre du ministre du Commerce.

Parlons de Wade. C'est un chançard occupant plusieurs positions. Lui aussi a eu son règne. Comme MacGregor, il est revenu, et, à mon grand regret, qu'a-t-il dit? Il a rédigé d'abord un rapport où il est fait dès le commencement une déclaration qui montre que le ministre de l'Intérieur a commis une erreur—le langage parlementaire ne peut me permettre une expression plus forte—quand il a dit que M. Walsh était allé à Dawson sans être chargé d'aucune mission. Or, M. Walsh déclare en toutes lettres que le ministre de l'Intérieur lui en avait donné une. Ce même monsieur avoue ne pas comprendre pourquoi il ne serait pas permis, aux employés du gouvernement de se choisir de placers. Quand arriva MacGregor qui, entre parenthèses, est un marchand de chevaux...

M. McCLEARY. Avez-vous dit : voleur de chevaux?

M. DAVIN : Cette expression est heureuse, car tout récemment MacGregor a été recherché par la police pour vol de chevaux dans l'Ouest. C'était un maquignon. Je suppose qu'il pouvait juger de la qualité d'une mine comme on s'y prend pour connaître celle d'un cheval. Lui et Wade sont revenus, et qu'ont-ils dit? Qu'ils avaient la permission de se choisir des placers. La permission de qui? MacGregor ne pouvait l'avoir que du ministre de l'Intérieur qui est le chef du département. Voilà, certes, une sérieuse accusation et elle forme partie de ce monstrueux gâchis.

Maintenant passons à un autre point dont le département de l'Intérieur tire grande gloire et que je n'ai jamais critiquer : l'immigration. L'honorable premier ministre se rappellera qu'autrefois un de mes grands amis, sir John Carling, était ministre de l'Agriculture. Je regrette d'avoir critiqué ce département de son temps, car il a été le meilleur ministre de l'Agriculture que nous ayons eu. Une année, en 1890, je crois, il n'eût que \$50,000 pour l'immigration. Etant de l'Ouest je m'intéresse beaucoup à l'immigration et cela m'irritait de voir un homme ne pas envoyer sa démission parce qu'on ne lui donnait que \$50,000 pour l'immigration. Je ne prétendis pas seulement, comme on se le rappelle, qu'on devait pourvoir abondamment à encourager l'immigration, mais que celle-ci devrait être du ressort du département de l'Intérieur. C'est

alors que j'appelai le gouvernement : un musée d'antiquailles. Je puis, également rappeler ce qui se passa. Après ce troublant discours mon honorable ami le whip conservateur (M. Taylor) vint à moi et me demanda ce que signifiait mon attitude. Je répondis : Elle est ce qu'elle a toujours été : celle d'un sincère partisan du gouvernement, mais je me réservais toute la liberté possible quand il s'agissait du Nord-Ouest. Cette attitude est prouvée dans tous mes discours prononcés là-bas. C'est grâce à elle que j'ai pu accomplir plusieurs actes avantageux aux cultivateurs du Nord-Ouest. Ainsi j'ai complètement changé l'Acte des terres publiques. Même depuis que vous êtes au pouvoir, j'ai fait quelque chose pour le Nord-Ouest. L'honorable député d'Alberta a parlé à Calgary et à Régina. Malheureusement, j'étais à Balgonie quand il s'est rendu à Régina. J'aurais aimé l'entendre ainsi que l'honorable député de Lisgar et un autre et j'aurais certainement été intéressé. Il y quelque chose d'extraordinaire dans le discours de l'honorable député d'Alberta. A Calgary, pour faire apprécier l'œuvre des libéraux, il compara d'abord le nombre de beurreries qui existent aujourd'hui et le nombre qui existait en 1896. Cette augmentation est due à une proposition que je présentai en 1896 et contre laquelle, comme premier acte en venant ici, l'honorable député s'empressa de voter. Je crois qu'il eût été plus conforme à cette indépendance de caractère dont il aime tant à se vanter, si au lieu d'insister pour faire attribuer aux libéraux cette augmentation, il avait dit : j'ai eu tort quand je suis venu ici en 1896. J'étais impatient d'étreindre mon épée en frappant n'importe qui et j'ai attaqué l'honorable député d'Assiniboia-ouest. C'est presque incroyable, j'ai sérieusement attaqué Davin. Et je vis encore! Et je suis ici! L'honorable député sait qu'il a voté contre ma proposition. Or, il aurait dû dire à ses auditeurs que l'existence des beurreries dans Alberta est due à cette proposition et non au gouvernement libéral. A Régina comme à Calgary il a beaucoup appuyé sur la prétention que c'est ce gouvernement qui a modifié l'Acte des terres publiques selon les vœux des propriétaires de ranches. J'admets volontiers que je n'aurais pas réussi à modifier cet acte si le gouvernement s'y était opposé. Cependant cette modification se trouvait dans mon projet de loi et ce dernier a été accepté par le ministre de l'Intérieur. Le gouvernement a eu droit au crédit de ne s'y être pas opposé. S'il avait refusé de m'appuyer, le projet serait tombé. Mais il n'a pas plus droit de se donner le crédit de la chose, pas plus qu'au sujet du vote de l'honorable député contre eux au sujet du chemin de fer du Lac Teslin ou de la dénonciation qu'il a faite de plusieurs peccadilles du ministre de l'Intérieur. Nous sommes dans l'étrange position que tout ce que le gouvernement libéral et ses par-